

tion complémentaire. Puis-je vous dire franchement que si l'on avait reconnu les besoins bien réels de Central Nova, si l'on s'en était occupé d'une manière plus logique et plus constante, et si les ministériels l'avaient visitée avant, nous n'aurions pas songé un instant que toute cette attention était dictée par des considérations purement politiques.

Je ne voudrais pas laisser l'impression que les gens de Central Nova n'apprécient pas l'attention que nous a accordée le gouvernement et nous espérons recevoir encore de plus amples témoignages de son dévouement à notre égard. Nous anticipons le plaisir de nombreuses autres visites des représentants de cette administration dans l'intérêt de changements et améliorations dont le besoin se fait sentir.

L'administration a eu récemment des initiatives qui nous ont cependant fort inquiétés, nous de Central Nova. La Commission d'assurance-chômage a réduit son activité à New Glasgow; à Stellarton, on est en train d'abolir une vingtaine d'emplois au CN; notre service des messageries entre Pictou et les îles de la Madeleine est dégradé. Voilà de véritables causes d'inquiétude et nous désirons une étude plus sérieuse de la nécessité et des conséquences de ces décisions.

Ainsi que nous le disions, Central Nova compte des industries diverses: mines de charbon, exploitations forestières, pâtes et papiers, construction navale, métallurgie, industries manufacturières secondaires, tourisme et industries tertiaires, tous éléments économiques actifs; nous pourrions y ajouter nos industries primaires de la pêche et de l'agriculture. Dans Central Nova, nous comptons nombre de professionnels et d'hommes de métier spécialisés. Nos gens méritent d'être encouragés. Ils sont industriels et infatigables au travail. Ils cherchent à améliorer leur sort et veulent jouir des bienfaits d'une économie ferme qui leur permettrait de se bâtir un foyer et de donner à leurs enfants une bonne instruction. Ce sont des Canadiens pure laine qui veulent à tout prix jouer un rôle dans l'édification d'un pays fort, même si parfois la politique du gouvernement fédéral, qui semble insensible, complique les choses.

Ceux qui contrôlent l'argent sont les maîtres de l'économie. Le gouvernement du Canada a toute la latitude voulue pour prendre les mesures qui s'imposent pour changer sa politique, qui, on l'a admis, vise à créer un certain volume de chômage et engendre beaucoup de misère dans le pays, coupant les ailes aux Canadiens ambitieux. Je compte bien me faire l'écho des contribuables de Central Nova et j'espère leur donner le meilleur de moi-même. Voilà pourquoi je fais appel à la coopération bienveillante du gouvernement et, si on me le permet, j'aimerais signaler sans plus tarder certains points importants au gouvernement.

● (2:30 p.m.)

La question des droits miniers sous-marins est d'intérêt vital pour toute la population de la Nouvelle-Écosse. J'admets difficilement que les provinces doivent se soumettre au gouvernement fédéral à cet égard. Je crois plutôt que les provinces ont un droit souverain aux

avantages premiers, à la part du lion, et aux revenus possibles provenant des ressources sous-marines de minéraux et de pétrole.

Vendredi dernier, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a déclaré qu'il attendait encore la réponse des provinces au plan qui leur avait été proposé il y a un an. Étant originaire de Nouvelle-Écosse, je trouve cela déprimant. A mon avis, notre province a clairement exposé sa position. Néanmoins, on ne peut pas blâmer le gouvernement fédéral du fait que ses propositions restent sans réponse, si l'absence de dialogue est causée par l'attribution des provinces. Je parle tout particulièrement de la Nouvelle-Écosse. Que le retard soit attribuable au gouvernement fédéral ou aux provinces, je prie instamment le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene), de même que tous les autres membres de l'administration directement ou indirectement concernés, de procéder immédiatement à l'examen de cette importante question.

Les cultivateurs se livrent surtout à la polyculture dans Central Nova. Ce sont, pour la plupart, de petits cultivateurs dont le principal souci est de trouver à écouler leurs produits. Ils s'inquiètent beaucoup des répercussions possibles du bill C-176.

L'enrégimentation que suppose cette mesure les remplit de crainte. Nos cultivateurs savent bien que leur province natale constitue un bien faible ou, si vous préférez, un bien petit marché. Ils savent qu'il faut à tout prix leur donner libre accès aux marchés des autres provinces, et surtout à ceux du centre du Canada. Le bill C-176 ne fait rien pour leur assurer cet accès et j'exhorte le gouvernement à réfléchir là-dessus. L'office de commercialisation qui, si je comprends bien, naîtra de l'adoption du bill, serait censé représenter les producteurs et les consommateurs. Il me semble difficile pour un office de représenter des intérêts qui entrent naturellement en conflit.

Soit dit en passant, je vous signale que je n'ai pas encore vu, dans les documents relatifs au budget, de prévisions quant au montant supplémentaire, s'il y en a un, que les cultivateurs devront verser au trésor fédéral par suite des nouvelles dispositions touchant l'amortissement du matériel, etc. Je pense que les députés s'y intéresseront grandement quand elles seront disponibles.

Le bac qui relie Caribou, Nouvelle-Écosse, et Wood Islands, Île-du-Prince-Édouard, est d'une importance capitale pour les deux provinces; un autre bac est actuellement en construction dans les chantiers de la Ferguson Industries de Pictou. Quand il sera achevé, et ce n'est pas pour bientôt, un troisième sera nécessaire pour faciliter la circulation au cours de la saison touristique, période à laquelle on éprouve actuellement le plus de difficultés. C'est maintenant que le gouvernement doit prendre des mesures. Il faut améliorer les installations et prendre de meilleures dispositions pour accélérer le transport des marchandises et des passagers entre Pictou et les îles de la Madeleine.

Une autre question qui devrait être examinée sans plus tarder est celle des besoins accrus en matière de transport rapide dans le port de Pictou lorsque la nouvelle usine de pneus Michelin entrera en production. Il faut